

<p>Toutes les <b>notions</b> et <b>compétences</b> doivent être maîtrisées. <b>En cas d'hésitation ou si les notions sont oubliées</b>, il faut absolument revoir les cours.</p> <p align="center"><b>CE QUE JE DOIS SAVOIR &amp; SAVOIR FAIRE</b></p>	JE SAIS	J'HESITE	JE NE SAIS PAS
<p align="center"><b>THEME 1. LA COORDINATION DES DECISIONS ECONOMIQUES PAR L'ECHANGE</b></p>	☺	☹	☹
<p><b>1.1 L'ECHANGE SUR LES MARCHES</b></p>	☺	☹	☹
<p><b>C0 &amp; C1/LE PRIX ET LES DECISIONS DES AGENTS ECONOMIQUES</b>                      Le système économique contemporain accorde une place centrale au marché pour organiser les échanges et la production. Dans une économie de marchés concurrentiels, les offreurs et les demandeurs de biens et services, de travail, ou de capitaux se confrontent pour déterminer les conditions de leur échange. Il en découle la détermination d'un prix de marché, information essentielle qui contribue à assurer une coordination de multiples décisions économiques (consommation, production, investissement).</p>			
<p><b>C2/LA MONNAIE DANS L'ECHANGE</b>                      Les échanges s'effectuent par l'intermédiaire d'une monnaie qui doit posséder certaines qualités pour remplir ses fonctions. La variation de la masse monétaire exerce une influence sur les décisions des agents économiques et affecte l'activité économique notamment par le biais des prix.</p>			
<p><b>C3/L'ÉTAT ET LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ</b>                      Le fonctionnement des marchés nécessite l'intervention de l'État. D'une part, il s'assure que les conditions de fonctionnement des marchés sont respectées en créant un cadre institutionnel adapté, il est alors notamment garant de la qualité des informations produites. D'autre part, il est amené à pallier les défaillances du marché (biens publics, externalités) quand celui-ci ne parvient pas à mettre en adéquation offre et besoins des agents.</p>			
<p><b>Compétences :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Analyser l'influence du niveau d'un prix ou de ses variations sur les décisions d'agents économiques</li> <li>☞ Expliquer les variations de l'offre et de la demande sur un marché</li> <li>☞ Identifier et analyser des dysfonctionnements de marchés</li> <li>☞ Identifier et analyser des défaillances de marchés</li> <li>☞ Analyser les effets de la quantité et de la qualité de la monnaie sur les décisions des agents économiques</li> </ul>			
<p><b>1.2 LA DIMENSION INTERNATIONALE DE L'ECHANGE</b></p>	☺	☹	☹
<p><b>C4/L'OUVERTURE DES ECONOMIES</b>                      L'ouverture des économies a permis une forte progression des échanges internationaux, même si tous les pays et secteurs ne sont pas impliqués dans la concurrence internationale au même degré. La situation est mesurée par des indicateurs tels que le taux d'ouverture de l'économie.                      Les échanges internationaux peuvent donner lieu à des opérations de change qui consistent en la conversion d'une monnaie en une autre. Le taux de change et son évolution influencent les décisions économiques des agents.                      Les flux internationaux d'échanges de marchandises et de services sont enregistrés dans le compte des transactions courantes.</p>			
<p><b>C5/LES FONDEMENTS DE L'ECHANGE INTERNATIONAL</b>                      L'échange international se justifie par l'intérêt qu'y trouvent les coéchangistes.                      Les fondements de l'échange international peuvent s'expliquer par la complémentarité des économies et la logique de spécialisation (commerce inter-branches). Ils reposent également sur une logique de similitude telle qu'on la retrouve dans le commerce intra-branche. Ils constituent des éléments explicatifs de décisions économiques en matière d'échanges internationaux.                      Les flux mondiaux d'échange de marchandises et de services (par pays et par produit) reflètent la division internationale du travail.</p>			
<p><b>Compétences :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Apprécier le degré d'ouverture d'une économie ou de secteurs.</li> <li>☞ Interpréter les soldes du compte des transactions courantes</li> <li>☞ Identifier les influences du taux de change sur la décision d'agents économiques</li> <li>☞ Analyser les flux internationaux de biens et de services</li> </ul>			

<p>Toutes les <b>notions</b> et <b>compétences</b> doivent être maîtrisées. <b>En cas d'hésitation</b> ou <b>si les notions sont oubliées</b>, il faut absolument revoir les cours.</p> <p><b>CE QUE JE DOIS SAVOIR &amp; SAVOIR FAIRE</b></p>	JE SAIS	J'HESITE	JE NE SAIS PAS
<p><b>THEME 2 – LA CREATION DE RICHESSES ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE</b></p> <p><b>2.1 LES FINALITES DE LA CROISSANCE</b></p>	☺	☹	☹
<p><b>C6/L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE</b> La création de richesses permet la distribution de revenus aux agents économiques et la satisfaction de leurs besoins individuels et collectifs par la consommation. L'indicateur usuel de la création de richesses est le produit intérieur brut (PIB), résultat comptable de l'activité de production. Sa variation est un indicateur de la croissance économique qui permet d'élever le niveau de vie matériel moyen des populations.</p>			
<p><b>C6/LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b> Le développement se distingue de la croissance par sa nature qualitative et suppose une adaptation des structures et institutions de la société. Toutefois, la croissance entretient une relation d'interdépendance avec le développement. Le niveau de développement et de bien-être des différentes nations s'apprécie par des indicateurs qui viennent compléter et relativiser la portée du PIB par habitant.</p>			
<p><b>C7/LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b> Le développement durable vise à concilier, par la préservation de certaines ressources, un objectif de croissance actuelle avec la satisfaction des besoins des générations futures. Désormais inscrit dans des textes internationaux, l'objectif de développement durable suppose des changements institutionnels et comportementaux profonds. Le niveau du développement durable est appréhendé à l'aide de nouveaux indicateurs.</p>			
<p><b>Compétences :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <b>Apprécier la situation d'un pays ou d'une région en termes de niveau de vie et de développement</b></li> <li>☞ <b>Analyser les politiques de développement durable mises en place par les pouvoirs publics</b></li> <li>☞ <b>Analyser l'influence du développement durable sur les processus de décision agents économiques</b></li> </ul>			
<p><b>2.2 LA DYNAMIQUE DE LA CROISSANCE</b></p>	☺	☹	☹
<p><b>C8/LES FACTEURS DE CROISSANCE</b> La dynamique de croissance repose sur plusieurs déterminants économiques. L'analyse des facteurs de croissance permet de quantifier les contributions respectives du facteur travail et du facteur capital et fait apparaître le rôle souvent prépondérant du progrès technique, qui permet d'élever la productivité globale. Les analyses contemporaines montrent les limites d'une croissance extensive et mettent en avant le rôle de certains investissements (en formation de capital humain, en recherche et développement ou en infrastructures) dans la dynamique et la pérennité de la croissance. L'intervention de l'Etat contribue à la réalisation de tels investissements.</p>			
<p><b>C9/LES FIRMES MULTINATIONALES DANS L'ECONOMIE MONDIALE</b> Les firmes multinationales européennes et mondiales sont des acteurs importants de la mondialisation actuelle et de la division internationale du processus productif. Les investissements directs à l'étranger (IDE) traduisent des stratégies diverses d'implantation de ces firmes et produisent des effets contrastés tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine.</p>			
<p><b>Compétences :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <b>Identifier et caractériser les contributions respectives des facteurs d'offre à la croissance</b></li> <li>☞ <b>Caractériser les facteurs de développement économique</b></li> <li>☞ <b>Repérer et analyser les flux d'IDE</b></li> <li>☞ <b>Analyser les effets des stratégies des firmes multinationales sur les pays d'accueil et les pays d'origine</b></li> </ul>			

Toutes les notions et compétences doivent être maîtrisées. En cas d'hésitation ou si les notions sont oubliées, il faut absolument revoir les cours.  <b>CE QUE JE DOIS SAVOIR &amp; SAVOIR FAIRE</b>	JE SAIS	J'HESITE	JE NE SAIS PAS
<b>THEME 3 – LA REPARTITION DES RICHESSES</b>	☺	☹	☹
<b>3.1 LES INEGALITES DE REVENUS ET DE PATRIMOINE DES MENAGES</b>	☺	☹	☹
<b>C10/LE PARTAGE INEGAL DES REVENUS ET DU PATRIMOINE</b> La répartition des richesses créées par les activités de production s'effectue en deux temps. Tout d'abord, la répartition primaire rémunère les facteurs de production, elle est au cœur de la question du partage de la valeur ajoutée. Puis, dans un second temps, la répartition secondaire modifie la répartition primaire par des mécanismes de redistribution destinés à la corriger. Au terme de ces opérations de redistribution, on observe des inégalités de revenu disponible et de niveau de vie. La répartition du patrimoine exerce une influence sur les inégalités de revenus. Dans les pays développés, la croissance ne s'accompagne pas toujours d'une réduction des inégalités et de la pauvreté.			
<b>C11/LA FORMATION DES SALAIRES</b> La plus grande partie des inégalités de revenus s'explique par les mécanismes de formation des revenus du travail. De nombreux facteurs expliquent ces inégalités, notamment économiques comme la productivité du travail et la rareté ou sociaux comme l'éducation. Le progrès technique et le développement de la concurrence internationale jouent également un rôle important dans la formation des salaires et le creusement des inégalités salariales. Dans un certain nombre de pays, notamment développés, l'État intervient pour fixer un salaire minimum sur le marché du travail.			
<b>Compétences :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Décrire et caractériser la répartition des revenus et du patrimoine</li> <li>☞ Analyser les modalités de formation des salaires</li> <li>☞ Analyser les inégalités de revenus dans les pays développés</li> </ul>			
<b>3.2 LA POLITIQUE DE REDISTRIBUTION</b>	☺	☹	☹
<b>C12/LES OBJECTIFS ET LES INSTRUMENTS DE LA REDISTRIBUTION</b> Dans de nombreux pays, l'État intervient, à des degrés divers, pour réduire les inégalités économiques et sociales (logique de solidarité) et assurer une couverture des risques sociaux (logique d'assurance). Pour atteindre ces objectifs, il utilise différents instruments tels que la fiscalité, les transferts sociaux et les services publics.			
<b>C13/L'EFFICACITE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA REDISTRIBUTION</b> La politique de redistribution comporte de nombreux aspects positifs tant sur le plan économique (soutien à la croissance) que social (réduction des inégalités, accès aux services de santé et d'éducation, croissance démographique, élévation de l'espérance de vie). La difficulté à réduire de manière significative les inégalités et le coût de cette politique de redistribution pose les questions de son efficacité, des modalités de son financement et de l'ouverture de services publics à la concurrence.			
<b>Compétences :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Caractériser et analyser les différents instruments de la redistribution en France</li> <li>☞ Repérer les justifications et les orientations de réformes de la politique de redistribution</li> </ul>			
<b>3.3. LA REPARTITION DES RICHESSES AU NIVEAU MONDIAL</b>	☺	☹	☹
<b>C14/UNE REPARTITION INEGALE</b> La croissance des revenus au niveau mondial s'est accompagnée d'inégalités accrues entre les pays			

les plus riches et les pays les plus pauvres. Toutefois, les pays en voie de développement ont connu des évolutions très contrastées. Certains sont engagés dans une phase de rattrapage des pays avancés, d'autres au contraire restent à l'écart de toute dynamique de croissance et sont classés parmi les « pays les moins avancés ».			
<b>Compétences :</b> ☞ <b>Repérer les inégalités de richesse au niveau mondial</b>			

Toutes les <b>notions</b> et <b>compétences</b> doivent être maîtrisées. <b>En cas d'hésitation</b> ou <b>si les notions sont oubliées</b> , il faut absolument revoir les cours.	JE SAIS	J'HESITE	JE NE SAIS PAS
<b>CE QUE JE DOIS SAVOIR &amp; SAVOIR FAIRE</b>			
<b>THEME 4 – LE FINANCEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES</b>	😊	😐	😞
<b>4.1 LES DIFFERENTES MODALITES DE FINANCEMENT</b>	😊	😐	😞
Le financement des activités économiques est réalisé de manière interne par voie d'autofinancement et/ou de manière externe en recourant au système monétaire & financier. Le financement externe est direct lorsqu'il se réalise sur les marchés de capitaux à court terme (le marché monétaire) ou à long terme (le marché financier). Il est indirect lorsqu'il résulte d'opérations de crédit effectuées par les institutions financières.			
<b>4.2 LE MARCHE FINANCIER &amp; SON ROLE ECONOMIQUE</b>	😊	😐	😞
<b>LE FINANCEMENT DES AGENTS &amp; L'ALLOCATION DES RESSOURCES</b> En permettant, aux agents qui souhaitent placer leurs ressources disponibles, de souscrire des valeurs mobilières émises par des entreprises ou des collectivités publiques, notamment l'État, le marché financier primaire draine une partie de l'épargne pour contribuer au financement à long terme des investissements & favoriser la croissance.			
<b>LA LIQUIDITE DES TITRES &amp; L'EVALUATION DES ACTIFS</b> Le marché financier secondaire, organisé sous la forme d'une bourse de valeurs, permet la réalisation des transactions entre ceux qui souhaitent vendre des titres & ceux qui désirent les acquérir. Il assure ainsi la liquidité des titres cotés. Ces transactions s'effectuent à un prix, le cours, qui se fixe selon la loi de l'offre & de la demande. Par la fixation du cours pour une action donnée, le marché financier contribue à déterminer la valeur d'une entreprise.			
<b>Compétences :</b> ☞ <b>Identifier &amp; comparer les divers modes de financement des activités économiques</b> ☞ <b>Analyser les différentes fonctions du marché financier</b>			
<b>4.3 LES INSTITUTIONS FINANCIERES ET LEUR ROLE</b>	😊	😐	😞
<b>L'INTERMEDIATION FINANCIERE &amp; LA SPECIFICITE DE L'ACTIVITE BANCAIRE</b> L'intermédiation financière est l'activité développée par les institutions financières qui interviennent pour faciliter l'adéquation, en quantité et en qualité, de l'offre à la demande de capitaux pour des agents qui ne souhaitent ou ne peuvent pas passer par les marchés financiers. Dans le cadre du financement intermédié, les institutions financières octroient des prêts par transformation financière de l'épargne qu'elles ont collectée auprès des agents économiques. Les banques accordent également des prêts par création monétaire. Cette dernière est régulée par l'action des autorités monétaires sur la liquidité bancaire afin d'assurer la stabilité monétaire.			
<b>DES RELATIONS DE COMPLEMENTARITE AVEC LE MARCHE FINANCIER</b> Les institutions financières, qui assurent une partie très importante du financement des activités économiques, permettent de pallier les imperfections et les défaillances du marché financier en diminuant les coûts de transaction, en assumant le risque lié aux opérations de prêt et en limitant les conséquences de l'asymétrie d'information. Par ailleurs, elles ont été amenées à intervenir de façon beaucoup plus active sur les marchés de capitaux.			
<b>Compétences :</b> ☞ <b>Caractériser et analyser le rôle des institutions financières dans le financement de l'économie</b> ☞ <b>Mettre en évidence les relations de complémentarité et d'interdépendance qui existent entre les institutions financières et le marché financier dans le financement de l'économie et de la croissance</b>			

**4.4 LA GLOBALISATION FINANCIERE & L'EFFICACITE DU FINANCEMENT INTERNATIONAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES**



**L'EFFICACITE DU FINANCEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES AU NIVEAU MONDIAL**

La globalisation financière doit permettre une meilleure allocation des ressources financières à l'échelle internationale et donc un financement plus efficace des activités. Il devrait en résulter une croissance accrue au niveau mondial et le rattrapage des pays en développement. De plus, les innovations financières nées de la concurrence entre places financières offrent des instruments visant à assurer une protection contre les risques.

**L'ACCROISSEMENT DES RISQUES**

La globalisation financière a accru l'ensemble des risques au niveau mondial. Elle conduit à une instabilité qui atteint le système financier dans son ensemble et donne naissance à des crises qui se propagent rapidement d'une place à une autre. Les interdépendances entre la sphère financière et la sphère réelle peuvent conduire à un ralentissement de l'activité économique voire à une récession.

**Compétences :**

- ☞ **Identifier les effets attendus de la globalisation financière**
- ☞ **Caractériser et repérer les principaux flux financiers internationaux**
- ☞ **Identifier les risques financiers au niveau mondial**

Toutes les <b>notions</b> et <b>compétences</b> doivent être maîtrisées. En cas d'hésitation ou si les notions sont oubliées, il faut absolument revoir les cours.	JE SAIS	J'HESITE	JE NE SAIS PAS
CE QUE JE DOIS SAVOIR & SAVOIR FAIRE			
THEME 5 – LA POLITIQUE ECONOMIQUE DANS UN CADRE EUROPEEN	😊	😐	😞
5.1 L'APPRECIATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE	😊	😐	😞
<b>LA SITUATION ECONOMIQUE</b> La situation économique est caractérisée par l'état des grandes variables économiques et sociales qui, à un moment donné, révèle la situation d'une branche, d'une région ou de l'ensemble de l'économie nationale. Elle est évaluée à partir d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs construits et observés par des institutions publiques ou privées, nationales ou internationales. L'étude de la situation économique repose sur des variables de court terme (analyse conjoncturelle) et des éléments de long terme qui visent à repérer les effets des transformations des structures.			
<b>L'APPRECIATION PAR LES AGENTS ECONOMIQUES</b> L'appréciation de cette situation aura un impact sur les décisions des agents économiques.			
<b>Compétences :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <b>Exploiter une note de conjoncture</b></li> <li>☞ <b>Analyser une situation économique donnée en distinguant les éléments conjoncturels des éléments structurels</b></li> <li>☞ <b>Comparer et interpréter des situations conjoncturelles nationales dans l'espace européen</b></li> </ul>			
5.2 LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ECONOMIQUES	😊	😐	😞
<b>LES POLITIQUES ECONOMIQUES</b> Les politiques économiques regroupent l'ensemble des moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour atteindre d'une part des objectifs de stabilisation de la conjoncture et, d'autre part, des objectifs de long terme (croissance durable). Ces deux volets interagissent. Des instruments sont utilisés de manière coordonnée par des institutions publiques. Les objectifs, comme les instruments, sont soumis à des contraintes régionales (UE) et internationales (OMC, FMI).			
<b>LA POLITIQUE CONJONCTURELLE</b> Les objectifs conjoncturels concernent la recherche de l'équilibre en matière de croissance, d'emploi, de prix et d'échanges commerciaux. Les principaux instruments utilisés sont la politique budgétaire et la politique monétaire, qui peuvent être accompagnées de politiques spécifiques (politique des revenus, politique des prix,...). La politique budgétaire recourt à la dépense publique et à la fiscalité pour réguler l'activité économique, en agissant sur l'offre ou la demande. Dans la zone euro, les politiques budgétaires sont soumises au respect des règles du Pacte de stabilité et de croissance (PSC). La politique monétaire recourt au contrôle de la masse monétaire pour assurer la stabilité des prix et agir sur l'activité économique. Les banques centrales utilisent des instruments influençant la liquidité des banques et le taux d'intérêt. La Banque Centrale Européenne définit et conduit la politique monétaire pour la zone euro.			
<b>LA POLITIQUE STRUCTURELLE</b> La politique structurelle cherche à mettre en place des mécanismes qui assurent durablement la croissance et la compétitivité de l'économie nationale. Dans l'Union Européenne la politique structurelle relève essentiellement de l'autorité des États membres mais également de décisions communautaires.			
<b>LES LIMITES A L'EFFICACITE DES POLITIQUES ECONOMIQUES</b> Les politiques budgétaires ne produisent pas nécessairement les résultats attendus en raison de l'effet d'éviction et des anticipations des agents. Elles butent également sur des contraintes de financement et d'endettement public. Dans la zone euro, le PSC formalise ces contraintes. Les décisions de politique monétaire prises par les banques centrales doivent être crédibles pour les agents économiques et leur impact dépend de l'élasticité de la consommation et de l'investissement au taux d'intérêt. La BCE a pour objectif, par ses statuts, la stabilité des prix, ce qui conditionne la prise en considération d'autres objectifs.			
<b>Compétences :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <b>Interpréter les mécanismes à l'œuvre dans les politiques économiques</b></li> <li>☞ <b>Repérer les limites des politiques économiques nationales</b></li> <li>☞ <b>Analyser les conséquences de mesures de politique économique sur la situation économique</b></li> </ul>			

👉 Identifier les effets d'une politique annoncée sur l'activité de l'entreprise			
Toutes les <b>notions</b> et <b>compétences</b> doivent être maîtrisées. <b>En cas d'hésitation</b> ou <b>si les notions sont oubliées</b> , il faut absolument revoir les cours.	JE SAIS	J'HESITE	JE NE SAIS PAS
<b>CE QUE JE DOIS SAVOIR &amp; SAVOIR FAIRE</b>			
<b>THEME 6 – LA GOUVERNANCE DE L'ECONOMIE MONDIALE</b>	😊	😐	😞
<b>6.1 LA REGULATION DU MARCHÉ MONDIAL DES BIENS ET SERVICES</b>	😊	😐	😞
<b>LES ENJEUX D'UNE ORGANISATION DU COMMERCE MONDIAL</b> La libéralisation du commerce mondial devrait conduire à des gains mutuels pour chacun des pays participant aux échanges. Individuellement un pays peut cependant essayer de profiter de l'ouverture des autres pays tout en conservant des mesures destinées à protéger sa propre économie. En l'absence d'un processus de régulation des échanges de biens et services sur le marché mondial, des comportements opportunistes peuvent avoir tendance à se développer. Afin d'éviter ces comportements et favoriser la croissance mondiale, des règles communes ont été instituées dès 1947 afin de supprimer progressivement les entraves au libre-échange. Aujourd'hui, une organisation internationale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est chargée de cette gouvernance.			
<b>LES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE</b> L'OMC assure la gouvernance mondiale des échanges de biens et services en permettant l'émergence de règles, négociées entre pays dans le cadre de cycles de négociation (Rounds) et précisées par la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends (ORD). Cette organisation est donc source d'un droit international qui régit le commerce mondial.			
<b>LES LIMITES A LA GOUVERNANCE DES ECHANGES MONDIAUX</b> La gouvernance mondiale du commerce par l'OMC se heurte à des obstacles de nature différente : difficulté à faire émerger de nouvelles règles et à étendre le libre-échange à de nouveaux domaines. Les accords régionaux ou bilatéraux se multiplient, au détriment du multilatéralisme reposant sur un consensus mondial.			
<b>Compétences :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>👉 Identifier les instruments de régulation du commerce mondial</li> <li>👉 Identifier et analyser les limites de l'OMC dans la gouvernance de l'économie mondiale</li> <li>👉 Analyser un litige commercial et son règlement par l'ORD</li> </ul>			
<b>6.2 LA COOPERATION INTERNATIONALE, UNE OFFRE DE BIENS PUBLICS MONDIAUX</b>	😊	😐	😞
<b>LA NOTION DE BIEN PUBLIC MONDIAL</b> Les biens publics mondiaux tels que la qualité de l'air, la santé, la connaissance, conduisent à envisager une approche nouvelle de la coopération internationale. Elle se justifie par la défaillance d'un État seul, à produire de tels biens. Aussi, doivent-ils être l'objet d'interventions coordonnées des pouvoirs publics, appuyés parfois par l'action d'ONG.			
<b>LA GESTION D'UN BIEN PUBLIC MONDIAL</b> Selon les cas, la gestion de biens publics peut être déléguée à des institutions, à un marché ad-hoc ou prévue dans un protocole. Ces modalités contraignantes ou incitatives affectent les décisions et l'activité économiques. Cependant, la gestion des biens publics se heurte à des conflits d'intérêts.			
<b>Compétences :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>👉 Caractériser un bien public mondial</li> <li>👉 Analyser les modes de gestion associés à ces biens et leurs impacts sur l'activité économique</li> <li>👉 Analyser les actions mises en œuvre par les organisations économiques internationales</li> </ul>			